

15. fraude des certificat de naissance revisitée

La fraude des certificat de naissance revisitée

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Comme nous l'avons noté dans tous les pays, des pays entiers ont été victimes de vols d'identité de la part de leurs propres employés publics et des services militaires et alliés.

Il peut sembler anti-climactique de constater que nous avons tous eu nos identités volées et notre statut politique illégalement converti, et pourtant, sans cette érosion un par un et un an de notre grand public, il serait impossible de continuer la fausse "guerre" mercenaire dont dépend ce système corrompu.

Trop d'Américains et d'autres personnes dans le monde sauraient l'histoire, et en la connaissant, lutterait contre l'esclavage et le féodalisme et la conversion illégale pratiqués par les «gouvernements» des sociétés territoriales et municipales constituées".

Maintenant que nous avons le problème en vue, nous sommes prêts à y faire face.

L'enregistrement des naissances est un enregistrement de propriété et la Depository Trust Company, comme Cede and Company, est le séquestre et la chambre de compensation qui reçoivent le bien: vous. Le certificat de naissance est un reçu d'entrepôt / centre d'échange permettant à vos actifs d'être encaissés, monétisés et échangés.

Vous recevez une copie du certificat de naissance comme celui qui a le droit d'utiliser le nom figurant sur le certificat de naissance, le représentant autorisé, mais vous ne possédez pas le bien référencé enregistré.

Lorsque vous "enregistrez" quelque chose, vous renoncez à votre participation à toute organisation, personne ou entreprise qui reçoit l'enregistrement.

Dans le cas de la plupart des bébés américains, cette entité est une organisation étrangère de l'État territorial britannique, comme l'État de New York.

Il s'agit d'une raquette d'esclavage à col blanc sophistiquée opérant au 21e siècle sous notre nez, et elle est en fonctionnement ouvert depuis les années 1920.

Dire que c'est illégal, illégal et immoral serait un euphémisme, mais cela n'apparaît pas sous sa véritable forme de conversion illégale du statut politique, car les auteurs prétendent être toujours engagés dans une "guerre" qui a maintenant 160 ans , et aussi faire semblant de ne pas savoir qui vous êtes ou d'où vous venez.

Vous n'êtes qu'un waif, trouvé abandonné comme un bébé sur un "champ de bataille" ou "en mer" et remis à l'organisation de l'État d'État par un "Informateur" - les documents utilisés pour dire "Mère", et prétendre que la Mère n'était pas mariée, supprimant ainsi la gentillesse de garantir le consentement parental du Père au vol de son enfant. Maintenant, ils appellent simplement la Mère un "Informateur" pour se passer de ses droits parentaux aussi.

Cette paperasse d'enregistrement n'est jamais identifiée comme un enregistrement. Il est effectué par des agents étrangers privés non déclarés et a été vu par un médecin, qui surclasse commodément tous les avocats et juges de l'Ordre des avocats du barreau dans le système des tribunaux de district et d'État.

Ils ne peuvent pas remettre en question le témoignage d'un officier supérieur.

Vous y êtes donc. On vous donne un "titre" à votre propre nom, comme si vous étiez un citoyen territorial britannique obligé de servir le monarque britannique tous vos jours --- et c'est un titre exactement au même sens qu'un titre de véhicule.

Vous pouvez l'utiliser, mais vous ne le possédez pas --- même si vous êtes le propriétaire nu d'origine et que vous avez une revendication supérieure sur la propriété.

Vous ne pouvez pas exercer cette affirmation si vous ne connaissez pas la situation dans laquelle vous vous trouvez, et des millions de personnes ont été commodément laissées dans le noir à ce sujet.

Afin de légaliser ce système ultime de fraude et de vol de biens, les auteurs doivent fournir un recours, mais ils n'ont pas à en faire la publicité ou à le rendre généralement accessible au public, car --- revenir à la source de toute cette pourriture --- c'est une opération militaire impliquant leur "sécurité nationale", c'est-à-dire la sécurité nationale des États-Unis territoriaux britanniques d'Amérique, pas le nôtre.

Nous sommes dans une position où nous devons penser et parler en termes de leurs "États-Unis" et de nos "États-Unis", de leurs "États-Unis d'Amérique" et de nos "États-Unis d'Amérique".

Le trou unique dans le mur est enterré dans le charabia des règlements de l'État du Minnesota, au bureau du registraire des titres, conformément à la règle 220. Bien que chaque État territorial de l'Union soit tenu de suivre les mêmes règles, aucun autre État sur lequel nous avons enquêté n'a de "registraire des titres".

La propriété de vous-même se résume donc à un bureau dans une franchise d'État dans tout le pays, et vous ne recevez aucune instruction concernant les matériaux que vous devez produire afin de récupérer votre bon nom pour votre propre usage.

La règle 220 stipule essentiellement que vous devez fournir un certificat de naissance authentifié et au moins un témoin disposé à signer un affidavit sous peine de parjure qu'il "est familier avec les faits récités" et que la partie nommée dans le certificat de naissance présenté est la même que l'un des propriétaires nommés dans le certificat de titre, et que désormais le registraire des titres traitera le propriétaire enregistré mentionné dans le présent document comme ayant atteint l'âge de la majorité 18 ans après la date de naissance indiquée sur le certificat.

Assez simple, sauf que: (1) de nombreux obstacles ont été mis en place pour empêcher les gens d'obtenir des certificats de naissance authentifiés, et (2) un bureau d'État pour traiter les réclamations de 320 millions d'Américains est extrêmement insuffisant et (3) même après on sait quel bureau gère ces titres, c'est diaboliquement difficile à trouver.

Il n'y a pas d'adresse pour le Bureau du registraire des titres au Minnesota, donc le petit remède offert au grand public est obstrué et insuffisant par toute norme logique. Le secret entourant le remède offert par ce bureau solitaire est entièrement intéressé par les auteurs qui dépendent de cette raquette d'esclavage pour la base de leur pouvoir coercitif et des revendications de propriété dans la victime et leurs biens immobiliers.

Même après avoir sauté à travers tous les cerceaux pour obtenir un certificat de naissance authentifié et l'affidavit du témoin et vérifié le rôle du bureau du registraire des titres du Minnesota, il y a plus à considérer. Maintenant que vous avez notifié aux sociétés votre participation dans vous-même et votre nom de famille et tous leurs dérivés, vous devez toujours perfectionner votre revendication supérieure.

Donc, maintenant, nous devons rechercher 28 USC 1733 qui déclare que tous les documents authentifiés sont égaux aux originaux. Vous pouvez maintenant prouver que votre certificat de naissance authentifié est de poids et de valeur égaux à l'original.

Combinez votre acte de naissance authentifié du Département d'État des États-Unis avec l'affidavit de témoin correctement rédigé requis par la règle 220 du Minnesota et vous avez un contre-acte viable qui peut être présenté comme une preuve dans toute affaire civile ou pénale affirmant votre position de propriétaire de votre propre nom et succession.

Ceci est fondamentalement important pour traiter avec ces sociétés municipales opérant "en tant que" gouvernements, car cela ne laisse aucun doute quant à qui vous êtes, à votre compétence et à votre intérêt préférentiel garanti. Sinon, eux et leurs sociétés affiliées à la robe noire continuent de supposer que vous êtes un «décédent infant» sans intérêt pour votre propre nom et vos biens immobiliers.

La "guerre" frauduleuse donne lieu aux enregistrements frauduleux et les enregistrements frauduleux donnent lieu à la titrisation illégale, illégale et immorale de la chair vivante - c'est-à-dire l'esclavage et la conversion illégale du statut politique des victimes.

En tant qu'Américains nés dans l'un des États-nations de l'Union, nous avons notre propre gouvernement et notre propre souveraineté et nous devons chaque instant des Constitutions fédérales et leurs garanties, mais une fois que nous sommes égoïstement "présumés être" renonçant à nos domaines de droit d'aînesse et adoptant volontairement les États-Unis.

Citoyenneté en tant que citoyen territorial britannique, le monarque britannique assume la propriété de nous et de nos biens immobiliers.

Il ou elle partage ensuite gratuitement le butin de cette raquette criminelle avec le Pape en se faisant passer pour chaque victime de ce régime en tant que société franchisée des États-Unis, constituée en société faisant des affaires sous le nom de la victime, une convention empruntée au latin , indiquant que la personne est un esclave.

Ceux qui font les fausses allégations et les fausses présomptions liées à notre asservissement sont des criminels en vertu du droit international et du droit commercial mondial ainsi que du droit ecclésiastique.

Nous souhaitons le discrédit total de ce système de choses et de toutes les présomptions légales qui y sont attachées.

Nous souhaitons que tout ce système d'enregistrement des bébés en tant que propriété appartenant aux franchises de la Corporation municipale soit démantelé et que toutes les réclamations contre les intérêts immobiliers des vivants qui appartiennent naturellement à la Populace générale de chaque pays soient rejetées.

Nous souhaitons que toute nouvelle réclamation frauduleuse contre des Américains et d'autres personnes vivantes basée sur leur injection de fragments d'ARNm brevetés non divulgués soit également refusée; ces injections ont été frauduleusement déformées en tant que vaccins pour se protéger contre une maladie infectieuse et aucun autre objectif n'a été divulgué.

Les seules personnes nées dans ce pays qui pourraient effectivement adopter la citoyenneté territoriale britannique sur une base limitée et temporaire sont les mercenaires servant dans les forces armées américaines, et les seuls qui pourraient également adopter le statut de citoyens des États-Unis sont le gouvernement fédéral Employés de la fonction publique.

Personne d'autre ne recevrait une contrepartie équitable pour ses pertes de biens, garanties et autres avantages, et n'aurait aucune raison d'adopter volontairement ces obligations de citoyenneté étrangère.

Nous souhaitons l'effacement complet de toutes les fausses créances dans le commerce et le commerce sur la base de ces systèmes ou de tout autre visant à nous faire passer pour nous ou notre pays, en particulier de tels régimes de propriété invoqués à des fins d'enrichissement injuste via la pratique de la fraude, du vol d'identité , vol de crédit, saisie d'avoirs, privation de droits en vertu de la couleur de la loi, évasion des obligations contractuelles de service, en matière, en matière, en matière d'enlèvement, titrisation, piratage intérieur, offres non divulguées de droit, d'enregistrement ou de certification, privatisations sous licence étrangère, retenues et ordonnances de mise en fourrière déguisées en mandats, délivrance de connaissances, recours à la monnaie légale privée en vigueur et couleur de la loi, grand larcin, racket, extorsion, complot, conversion illégale, barratage, fausses déclarations de guerre, fausses allégations d'immunité de l'État, confiscations illégales, manquement, guerre à but lucratif, génocide de civils, entrave au commerce, traite des êtres humains, meurtre, mutilation, chaos, fausses déclarations dans le commerce, comptabilité, fraude fiscale et financière et crimes d'État, y compris la guerre à but

lucratif, le génocide et l'invasion.

Nous souhaitons la fin complète de toutes ces malversations illégales et de la mauvaise foi et la fin de toutes les sociétés qui ont agi comme accessoires et complices de ces crimes contre nous et contre l'humanité, tout en opérant en violation de la confiance en tant que prestataires de services gouvernementaux et autrement en tant que producteurs et pourvoyeurs de produits qui ont été utilisés à des fins criminelles.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

12 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:27 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:27 by Bee